

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2260

[2009/202699]

**5 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres"**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres", notamment l'article 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis 46.593/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" les mots "de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne" sont remplacés par les mots "opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie"

Le même article est complété comme suit : "6<sup>o</sup> dossier géré par le service : une décision administrative ou judiciaire ou une convention entre parties, ayant suscité de la part du service au moins une démarche vers une personne externe à celui-ci et dont on peut trouver la relation écrite au dossier."

**Art. 3.** Dans l'article 17 du même arrêté sont insérés les paragraphes 1<sup>er</sup>/1, 1<sup>er</sup>/2, 1<sup>er</sup>/3 et 1<sup>er</sup>/4 rédigés comme suit :

"§ 1<sup>er</sup>/1. Outre la subvention déterminée au § 1<sup>er</sup>, le service gérant par an de 101 à 200 dossiers, bénéficie en supplément d'une subvention destinée à couvrir les frais de personnel suivants :

1<sup>o</sup> 0,5 universitaire équivalent temps plein;

2<sup>o</sup> 0,5 travailleur social équivalent temps plein.

§ 1<sup>er</sup>/2. Outre la subvention déterminée au § 1<sup>er</sup>, le service gérant par an de 201 à 300 dossiers, bénéficie en supplément d'une subvention destinée à couvrir les frais de personnel suivants :

Soit :

1<sup>o</sup> 1 universitaire équivalent temps plein;

2<sup>o</sup> 1 travailleur social équivalent temps plein.

Soit :

1<sup>o</sup> 1 universitaire équivalent temps plein;

2<sup>o</sup> 0,8 travailleur social équivalent temps plein;

3<sup>o</sup> 0,2 agent administratif équivalent temps plein.

§ 1<sup>er</sup>/3. Outre la subvention déterminée au § 1<sup>er</sup>, le service gérant par an plus de 300 dossiers, bénéficie en supplément d'une subvention destinée à couvrir les frais de personnel suivants :

Soit :

1<sup>o</sup> 1,5 universitaire équivalent temps plein;

2<sup>o</sup> 1,5 travailleur social équivalent temps plein.

Soit :

1<sup>o</sup> 1,5 universitaire équivalent temps plein;

2<sup>o</sup> 1,3 travailleur social équivalent temps plein;

3<sup>o</sup> 0,2 agent administratif équivalent temps plein.

§ 1<sup>er</sup>/4. Le personnel pris en compte pour l'octroi des subventions doit remplir les conditions de diplôme spécifiées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>."

**Art. 4.** A l'article 18, § 2, du même arrêté les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

**Art. 5.** Dans l'article 20 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre le deuxième et le dernier alinéa :

"Outre la subvention déterminée à l'alinéa 2, un supplément de subvention de fonctionnement de :

1<sup>o</sup> 2.500 euros est octroyé au service gérant par an de 101 à 200 dossiers;

2<sup>o</sup> 5.000 euros est octroyé au service gérant par an de 201 à 300 dossiers;

3<sup>o</sup> 7.500 euros est octroyé au service gérant par an plus de 300 dossiers."

**Art. 6.** A la suite de l'article 22 du même arrêté, une nouvelle section comprenant les dispositions suivantes est ajoutée :

"Section 2/1. — Du bénéfice des suppléments de subventions

Art. 22/1. Pour bénéficier des suppléments de subventions de personnel et de fonctionnement, le service doit avoir fonctionné pendant une année civile conformément au critère d'octroi des suppléments demandés.

La demande de supplément de subventions est introduite à l'administration au plus tard le 30 avril de l'année suivante. L'administration vérifie le fondement de la demande.

Le bénéfice des suppléments de subventions prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant l'introduction de la demande.

Art. 22/2. L'arrêté d'agrément du service est complété de la mention des suppléments de subventions dont il bénéficie.

Art. 22/3. Lorsqu'un service ne gère pas pendant deux années consécutives le nombre minimal de dossiers correspondant aux suppléments de subventions dont il bénéficie, la troisième année, ces suppléments de subventions sont d'office réduits au niveau du nombre moyen de dossiers gérés durant les deux années précédentes."

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 35/1 rédigé comme suit :

"Art. 35/1. Par dérogation à l'article 17, § 1<sup>er</sup>/4, le personnel occupé par le service à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et qui ne dispose pas des diplômes requis peut être subsidié. La demande de dérogation est introduite auprès du Ministre."

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 36/1 rédigé comme suit :

"Art. 36/1. Pour bénéficier à partir du 1<sup>er</sup> mai 2009, des suppléments de subventions de personnel et de fonctionnement, le service doit avoir fonctionné en 2007 conformément au critère d'octroi des suppléments demandés.

La demande de suppléments de subventions est introduite à l'administration au plus tard le 30 septembre 2009. Elle est accompagnée d'une attestation sur l'honneur indiquant le nombre de dossiers, tels que définis à l'article 2, gérés en 2007."

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 36/2 rédigé comme suit :

"Art. 36/2. Pour l'année 2009, outre la subvention déterminée à l'alinéa 2 de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres", un supplément de subvention de fonctionnement de :

1° 1.458 euros est octroyé au service ayant géré en 2007 de 101 à 200 dossiers;

2° 2.917 euros est octroyé au service ayant géré en 2007 de 201 à 300 dossiers;

3° 4.375 euros est octroyé au service ayant géré en 2007 plus de 300 dossiers.

Ces montants sont indexés conformément à l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres".

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 2009 à l'exception de son article 5 et de son article 6 en ce qu'il ajoute un article 22/1, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Art. 11.** Le Ministre qui a l'Aide aux Personnes dans ces attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 5 juin 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2260

[2009/202699]

**5 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres", inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op het advies 46.593/4 van de Raad van State, gegeven op 2 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2, 1<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten

"Espaces-Rencontres" worden de woorden "Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest" vervangen door de woorden "Operationele directie Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst".

Hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt: "6<sup>o</sup> dossier beheerd door een dienst: een administratieve of rechterlijke beslissing of een overeenkomst tussen partijen waarvoor de dienst minstens een stap heeft ondernomen bij een persoon die geen deel van hem uitmaakt en waarvan de schriftelijke opstelling in het dossier terug te vinden is."

**Art. 3.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de paragrafen 1/1, 1/2, 1/3 en 1/4, luidend als volgt :

“§ 1/1. Naast de subsidie bedoeld in § 1 geniet de beherende dienst per jaar van 101 à 200 dossiers een subsidietoeslag ter dekking van de volgende personeelskosten :

1° 0,5 voltijds equivalent universitair;

2° 0,5 voltijds equivalent maatschappelijk werker.

§ 1/2. Naast de subsidie bedoeld in § 1 geniet de beherende dienst per jaar van 201 à 300 dossiers een subsidietoeslag ter dekking van de volgende personeelskosten :

ofwel

1° 1 voltijds equivalent universitair;

2° 1 voltijds equivalent maatschappelijk werker;

ofwel

1° 1 voltijds equivalent universitair;

2° 0,8 voltijds equivalent maatschappelijk werker;

3° 0,2 voltijds equivalent administratief personeelslid.

§ 1/3. Naast de subsidie bedoeld in § 1 geniet de beherende dienst per jaar van meer dan 300 dossiers een subsidietoeslag ter dekking van de volgende personeelskosten :

ofwel

1° 1,5 voltijds equivalent universitair;

2° 1,5 voltijds equivalent maatschappelijk werker;

ofwel

1° 1,5 voltijds equivalent universitair;

2° 1,3 voltijds equivalent maatschappelijk werker;

3° 0,2 voltijds equivalent administratief personeelslid.

§ 1/4. Het personeel dat voor de toekenning van de subsidies in aanmerking komt voldoet aan de diplomaverensten bedoeld in artikel 15, § 1.”

**Art. 4.** In artikel 18, § 2, van hetzelfde besluit worden het tweede en het derde lid opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid volgend lid ingevoegd :

“Naast de subsidie bedoeld in het tweede lid geniet de beherende dienst een werkingssubsidiatoeslag van :

1° 2.500 euro per jaar van 101 à 200 dossiers;

2° 5.000 euro per jaar van 201 à 300 dossiers;

3° 7.500 euro per jaar van meer dan 300 dossiers.”

**Art. 6.** Na artikel 22 van hetzelfde besluit wordt een nieuwe afdeling met de volgende bepalingen ingevoegd :

“Afdeling 2/1. — Voordeel van de subsidiatoeslagen

Art. 22/1. Om de personeels- en werkingssubsidiatoeslagen te genieten moet de dienst gedurende één burgerlijk jaar gewerkt hebben overeenkomstig het criterium inzake toekenning van de aangevraagde toeslagen.

De subsidiatoeslag wordt uiterlijk 30 april van het volgend jaar bij de administratie aangevraagd. De administratie gaat na of de aanvraag gegrond is.

Het voordeel van de subsidiatoeslagen begint te lopen op 1 januari van het jaar na de indiening van de aanvraag.

Art. 22/2. Het besluit tot erkenning van de dienst wordt aangevuld met de vermelding van de subsidiatoeslagen die hij geniet.

Art. 22/3. Wanneer een dienst gedurende twee achtereenvolgende jaren niet het minimumaantal dossiers beheert dat overeenstemt met de subsidiatoeslagen die hij geniet, worden die subsidiatoeslagen het derde jaar ambtshalve vermindert tot het niveau van het gemiddeld aantal dossiers beheerd gedurende de twee vorige jaren. ”.

**Art. 7.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 35/1, luidend als volgt :

“Art. 35/1. In afwijking van artikel 17, § 1/4, kan het personeel dat op 1 januari 2005 door de dienst tewerkgesteld is en niet over de vereiste diploma's beschikt gesubsidieerd worden. De aanvraag tot afwijking wordt bij de Minister ingediend.”

**Art. 8.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 36/1, luidend als volgt :

“Art. 36/1. Om de personeels- en werkingssubsidiatoeslagen vanaf 1 mei 2009 te genieten moet de dienst in 2007 gewerkt hebben overeenkomstig het criterium inzake toekenning van de aangevraagde toeslagen.

De subsidiatoeslagen worden uiterlijk 30 september 2009 bij de administratie aangevraagd. De aanvraag gaat vergezeld van een attest op erewoord met vermelding van het aantal dossiers, zoals bedoeld in artikel 2, beheerd in 2007.”

**Art. 9.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 36/2, luidend als volgt :

“Art. 36/2. Voor het jaar 2009 genieten de beherende diensten, naast de subsidie bedoeld in het tweede lid van het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten “Espaces-Rencontres”, een werkingssubsidiatoeslag van :

1° 1.458 euro voor het beheer van 101 à 200 dossiers in 2007;

2° 2.917 euro voor het beheer van 201 à 300 dossiers in 2007;

3° 4.375 euro voor het beheer van meer dan 300 dossiers in 2007.

Die bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten “Espaces-Rencontres”.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2009, met uitzondering van artikel 5 en van artikel 6 daar het een artikel 22/1 toevoegt, die in werking treden op 1 januari 2010.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor Hulpverlening aan Personen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juni 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE